

0,4

APRÈS LES APPLAUDISSEMENTS, LA GFLÉ

Augmenter les salaires, c'est lutter contre la pauvreté

240 000, c'est le nombre de travailleurs pauvres en Belgique (soit un peu plus de 5% des travailleurs). Nombre d'entre eux travaillent à temps partiel ou au salaire minimum. Le salaire minimum n'a plus augmenté depuis 2008. 0,4%, ça correspond à une augmentation de 6€ bruts par mois, c'est bien trop peu.

Augmenter les salaires, c'est lutter contre les inégalités

Depuis l'instauration du carcan salarial par la loi de 1996, la part de la richesse qui va aux travailleurs ne cesse de diminuer. Et si elle diminue, ça veut dire que les profits augmentent. Augmenter les salaires, c'est donc diminuer les inégalités entre les travailleurs et les capitalistes.

Augmenter les salaires via la négociation collective, c'est garantir des augmentations aussi aux plus faibles. C'est donc diminuer les inégalités entre hauts et bas revenus et entre les hommes et les femmes.

Augmenter les salaires, c'est financer la Sécu et les services publics.

Si la Sécu nous est tellement essentielle pendant cette pandémie, son financement est, depuis plusieurs années, mis sous pression notamment du fait des réductions de cotisations sociales. Augmenter les salaires bruts, c'est donc aussi redonner un peu de couleur aux caisses de la Sécu et des services publics.

Augmenter les salaires, c'est relancer l'économie

Les patrons ne cessent de répéter que ce n'est pas le moment de faire augmenter les salaires au vu de la conjoncture économique difficile. Pour eux, ce n'est jamais le moment. Pourtant, bloquer les salaires peut être fatal pour toute une série de secteurs qui dépendent directement de la consommation des ménages. Se passer d'un boost nécessaire de la demande intérieure peut s'avérer terrible pour l'économie entière.

Augmenter les salaires, c'est défendre l'emploi

0,4%, c'est bien trop peu pour permettre de véritables mesures de réduction collective du temps de travail. Contrairement aux réductions linéaires de cotisations patronales, la réduction du temps de travail permet réellement de maintenir et/ou créer des emplois. Pour cela, il est nécessaire d'avoir une marge salariale importante.



NOUS VOULONS À NOUVEAU UNE MARGE DE NÉGOCIATION

LE CARCAN DE 0,4% REND
TOUTE NÉGOCIATION SALARIALE IMPOSSIBLE!

LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MÉRITENT UN ACCORD ÉQUILIBRÉ

La loi sur les salaires de 1996 – durcie en 2017 – fixe l'évolution des salaires. Cette loi est totalement déconnectée de la réalité!

Il est évident que la Covid-19 a eu un impact sur la vie économique. Toutefois, certains secteurs ont enregistré de bonnes performances et réalisé de gros bénéfices. D'autres se redressent.

Une marge disponible de 0,4% pour l'augmentation des salaires serait une « aumône » :

- 13€ brut/mois pour le salaire médian;
- 6€ brut/mois pour le salaire minimum;
- 9€ brut/mois pour beaucoup de fonctions essentielles.
Après les applaudissements, la gifle!

Nous voulons une marge indicative pour retrouver la liberté de négocier de meilleurs salaires.

Le gouvernement De Croo doit veiller à relancer les négociations salariales sur des bases sérieuses car la **FGTB**, la **CSC** et la **CGSLB** souhaitent conclure un accord interprofessionnel (AIP) qui respecte les travailleuses et les travailleurs.

Ce respect fait défaut actuellement.

